

Seul le texte prononcé fait foi

Prix de l'Entreprise Suisse romande 2008

Lausanne, 17 avril 2008

Intervention de M. Pascal Broulis Président du Conseil d'Etat

Mesdames, Messieurs,

« Le succès économique est une mécanique subtile, qui dépend d'une foule de facteurs », écrivais-je dans la brochure qui accompagnait l'invitation à la remise du Prix de l'Entreprise romande 2008.

Que de facteurs, en effet, nécessaires à la naissance, puis à l'expansion d'une jeune société !

Le talent de l'entrepreneur, en premier lieu, bien entendu. Mais ce n'est pas tout !

D'autres ingrédients sont indispensables :

la chance, un peu, quand même ; mais aussi l'environnement économique général, l'état des marchés financiers et, enfin, les fameuses conditions cadres fixées par les lois et les règlements.

Car tout succès entrepreneurial est aussi dépendant du contexte général qui aura été généré par l'Etat, ainsi que par le monde politique qui en a la responsabilité.

Une entreprise ne peut prospérer que si elle s'intègre dans un ensemble social qui saura l'accueillir, l'enrichir, mais aussi qui déterminera son développement futur.

Le succès économique, perçu à travers les entreprises elles-mêmes ou à travers le tissu économique d'une région, est donc tributaire de la façon dont l'Etat comprend son rôle.

Que l'on se comprenne bien : je n'essaie pas de prétendre que l'Etat est le moteur du succès économique.

Au contraire, celui-ci résultera toujours de l'esprit d'initiative d'hommes et de femmes qui aiment créer, entreprendre, innover.

Je souhaiterais toutefois tenter de redéfinir avec vous, entrepreneurs faits au feu d'une économie en mutation constante, les relations qui doivent unir Etat ET économie, économie ET Etat.

Aujourd'hui, de par l'individualisme qui gangrène notre société, chacun a tendance à penser son lien à la société à travers les avantages qu'il peut en retirer.

Ce mal touche chacun de nous, y compris les entreprises.

Et il est dangereux, pour tout le monde.

Je ne veux pas vous embrumer l'esprit avec des appels à une solidarité tellement répétitifs qu'ils en perdent tout contenu.

Il ne s'agit pas d'emboucher les trompettes faciles d'une critique globale des entreprises.

Non, je souhaiterais plutôt rappeler que la bonne marche d'une société, économique ou simplement humaine, ne peut fonctionner que si tous ses membres ont le sentiment que tout le monde tire à la même corde.

A ce titre, le monde de la fiscalité, que je connais bien, permet de bien sentir l'évolution du corps social, et d'en percevoir les éventuelles dérives.

De plus en plus de gens n'envisagent l'impôt que comme la simple rétribution des services que l'Etat lui fournit.

C'est une grave erreur, Mesdames et Messieurs.

L'Etat a besoin d'argent pour organiser une palette d'activités, qui sont demandées par l'ensemble de la société et dont tout un chacun, peu ou prou, finit par profiter.

Ce principe exige bien sûr des contreparties : l'Etat veut de l'argent, mais il doit prouver qu'il sait le gérer ; c'est ce qu'a pu démontrer le canton de Vaud depuis quelques années.

Il doit aussi prouver qu'il sait rester prudent, pour mieux préparer les périodes économiques moins fastes.

Mais c'est aussi par les investissements consentis par l'Etat, justement à travers l'impôt, que des conditions cadres performantes, et à juste titre réclamées par l'économie, peuvent être élaborées.

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut réexpliquer ces principes, qui ont hélas perdu de leur évidence.

L'Etat a un rôle de garant des équilibres sociaux ; c'est pour cette raison que les entreprises recourent aussi à ses services.

Leur succès, mais aussi le succès de tous les membres de la société, est ainsi rattaché à un Etat juste et qui fonctionne bien.

Ses performances dépendent de l'engagement de tous en faveur de la collectivité, tantôt sous le contrôle de l'Etat, tantôt en-dehors.

Soutenir des PME conquérantes fait partie de cet engagement de milice, grâce auquel tout le monde se sent concerné par le succès de l'ensemble.

C'est l'un des moyens d'instaurer un meilleur dialogue entre Etat et économie, à une époque où l'échange se transforme souvent en accumulation de revendications étroites.

Je vous remercie de votre attention.